

Pressions politiques sur une association

Un représentant de l'Association des hommes du Luxembourg (AHL) aurait subi des pressions politiques suite à une interview donnée dans *REVUE*.

Ça ressemble à un mauvais roman d'espionnage. Mais ce serait une triste réalité de la vie politique luxembourgeoise, si les faits racontés par Fernand Kartheiser, fonctionnaire au ministère des Affaires étrangères et membre de son conseil d'administration de l'AHL, se révèlent exacts.

D'après lui, le vendredi 12 janvier 2007, de 17 h 45 à 18 h 25, un haut fonctionnaire de l'État lui aurait rendu visite pour lui dire au nom de «beaucoup d'hommes politiques de différents partis» que l'AHL n'aurait pas intérêt à présenter des candidats aux prochaines élections, comme cela avait été dit dans une interview donnée au magazine *Revue*. Ce haut fonctionnaire de l'État aurait même menacé Fernand Kartheiser, de «procédure disciplinaire» ou d'un «détachement à l'étranger».

Joint vendredi par *Le Quotidien*, Fernand Kartheiser a refusé de donner plus d'indications concernant

l'identité de ce fonctionnaire. Mais il insiste sur le fait qu'il ne comptait céder devant de telles menaces.

«Je lui ai répondu de manière déterminée, raconte-t-il. L'objectif premier de l'AHL n'est pas de devenir un parti politique. Mais c'est une possibilité que nous nous réservons, puisque nous en avons le droit. Vouloir interdire cela est impossible».

L'AHL est une association défendant les intérêts spécifiques des hommes, notamment divorcés ou en instance de divorce. Or, le Grand-Duché compterait selon cette ASBL environ 20 000 hommes dans cette situation. Une base d'électeurs potentiels importante. Trop aux yeux de partis déjà en place, selon Fernand Kartheiser.

«C'est certain que si nous nous engageons sur le chemin politique, il y a un risque de déperdition de voix pour les autres partis, affirme Fernand Kartheiser. D'où

une certaine nervosité dans la classe politique luxembourgeoise. Cela n'excuse pas ces méthodes».

Certes. Mais peut-être certains politiciens ont estimé que faire pression sur un groupe de pression ne serait pas si grave...

«Je ne vois pas cela comme ça, rétorque Fernand Kartheiser. C'est différent. Nous exerçons une pression dans les règles de la démocratie, nous respectons l'état de droit. Exercer des menaces n'a rien de comparable».

Si l'incident s'est réellement passé comme Fernand Kartheiser le raconte, il dépeint une image terriblement négative pour la vie démocratique du Luxembourg. Mais les membres de l'AHL ont peut-être appris qu'on ne s'aventure jamais impunément dans le monde politique. Même bardé des meilleures intentions.

Noël Labelle